

REPUBLIQUE DU SENEGAL



Evaluation à mi-parcours du
programme BSG de l'UNIFEM

Rabat 27-29 nov 2006

Introduire les indicateurs Genre dans la
mise en œuvre du DSRP au Sénégal

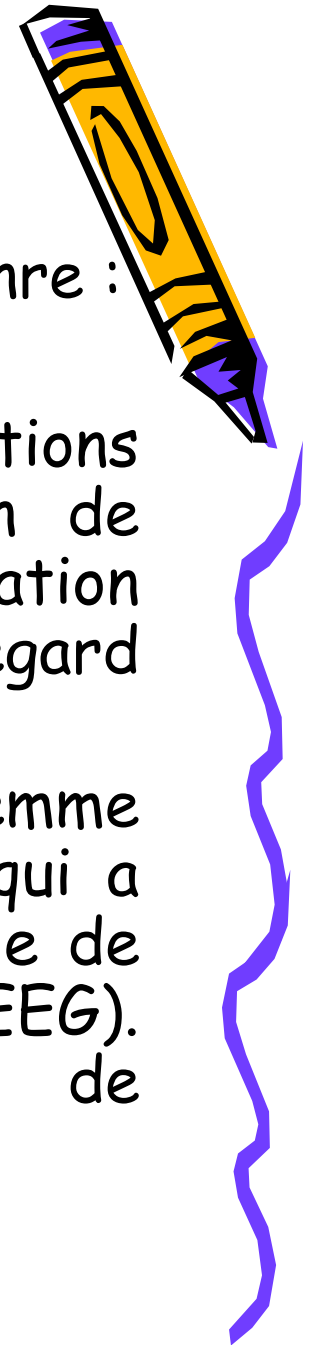
Présenté par Fatou DIOUF, expert chargée de suivi qualitatif et de
participation du DSRP du Sénégal



Intégration de la dimension genre : une volonté politique

Le Sénégal engagé à réduire les inégalités de genre :

- adoption de la Plate Forme de Beijing,
- la ratification des différentes conventions régionales et internationales de promotion de l'égalité du genre (ex : Convention sur l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination à l'égard des femmes).
- évaluation critique du plan d'action pour la femme formulé et mis en œuvre de 1997 à 2001 qui a permis l'élaboration de la Stratégie Nationale de l'Égalité et l'Équité des Genres (SNEEG). Partenariat avec le laboratoire genre de l'Université Cheikh Anta Diop



Intégration de la dimension genre : une volonté politique

- Le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté, pour réduire de moitié la pauvreté des populations d'ici 2015, s'est fixé comme objectif stratégique : **«éradiquer toutes les formes d'exclusion au sein de la Nation et instaurer l'égalité des sexes en particulier dans les niveaux d'enseignement primaire et secondaire d'ici 2015 »**.
- L'approche consiste à prendre en compte la dimension genre de manière transversale, en amont et en aval des interventions.



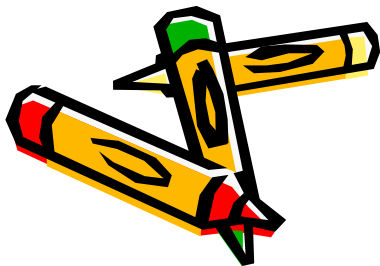
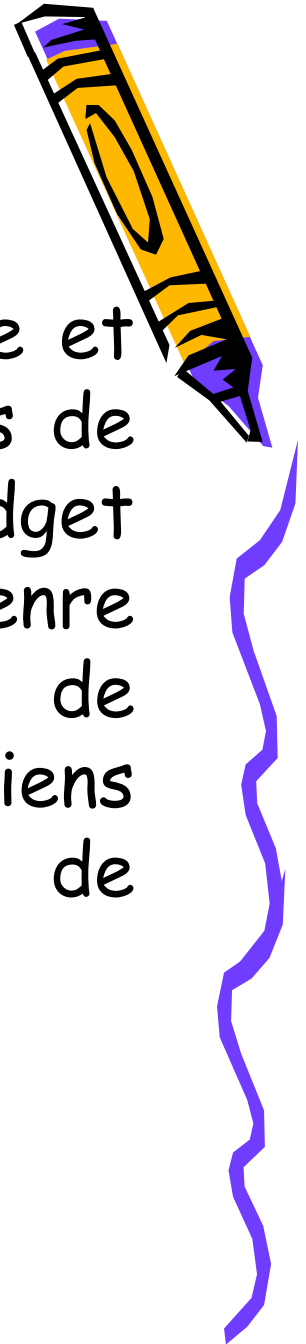
Processus d'intégration du genre dans le DSRP

- Une réflexion conduite par la CSPLP en charge de la coordination de la mise en œuvre et du suivi de la SRP a abouti à la mise en place d'un comité de suivi genre du DSRP, réunissant diverses catégories d'acteurs répartis en trois commissions thématiques (i) genre et formulation des politiques, programme et projet (ii) genre et indicateurs de suivi et (iii) genre et budget.



Processus d'intégration du genre dans le DSRP

- Les activités de la commission « genre et budget » a évolué avec des séminaires de formations sur le 'gendérisation' du budget organisé dans le cadre de l'initiative genre et budget de l'UNIFEM en vue de sensibiliser et de former les techniciens du Gouvernement aux techniques de budgétisation selon le genre.



Processus d'intégration du genre dans le DSRP

- Les deux autres commissions n'ont pu évoluer par rapport à leur plan d'action et leurs termes de références, qu'à travers les travaux de recherches du laboratoire genre et les contributions de cinq commissions, organisées par catégorie d'acteurs (Société Civile, Secteur Privé, Partenaires au développement, Services étatiques et collectivités locales), et les groupes de travail multisectoriels, prenant en charge les dimensions transversales (genre, énergie, emploi, transport, VIH) travaillant de manière autonome sur la réactualisation du diagnostic de la pauvreté, sur la révision des objectifs et de la matrice des mesures par rapport au DSRP I (pour établir les indicateurs de référence, entre autres) en vue d'élaborer le DSRP II.



Processus d'intégration du genre dans le DSRP

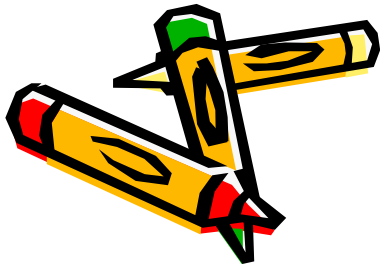
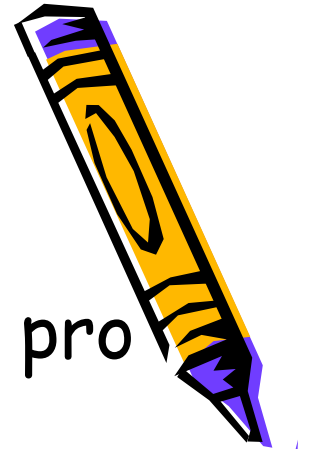
- Ces commissions et groupes multisectoriels ont travaillé selon le principe d'une intégration effective de la dimension genre, d'une manière transversale à travers tous les cinq axes stratégiques et le contenu du DSRP tout en réfléchissant sur les indicateurs de suivi à mettre en place.



Les axes prioritaires du DSRP

Les axes du DSRP II :

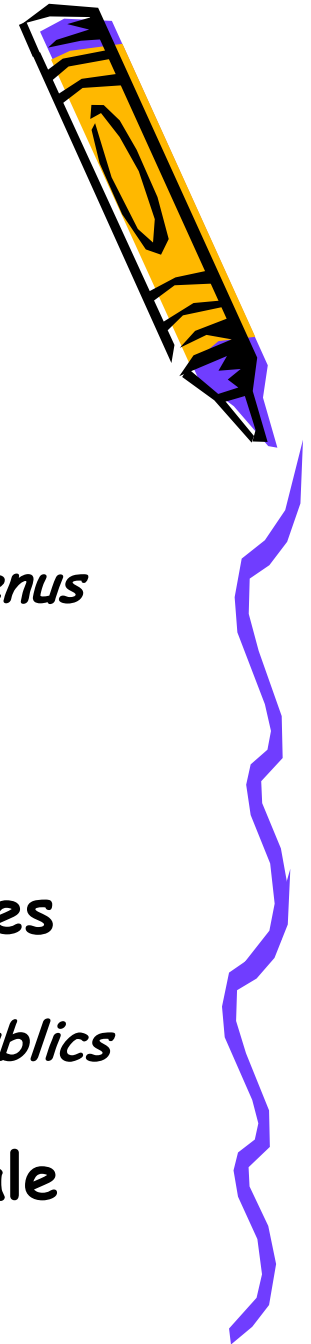
1. Création de richesses et croissance pro pauvre
2. Accélération de la promotion de l'accès aux services sociaux de base avec un accent particulier sur les besoins d'atteindre les OMD dans les secteurs sociaux.
3. «Protection sociale, prévention et gestion des risques et catastrophes».
4. Bonne gouvernance et développement décentralisé et participatif.



Contenu du DSRP

Le Diagnostic portant sur

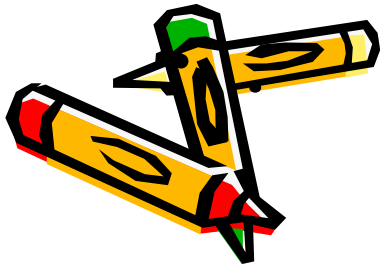
- Perception de la pauvreté
 - Profil de pauvreté
 - Manifestations de la pauvreté
 - Déterminants de la pauvreté
 - *Environnement économique / Insuffisance de revenus*
 - *Education et Pauvreté*
 - *Santé et Pauvreté*
 - *Accès à l'eau potable*
 - *Accès à l'Assainissement*
 - Contraintes limitant l'efficacité des politiques publiques en faveur des pauvres
 - *Bonne gouvernance et Efficacité des services publics*
 - *Environnement socioculturel et pauvreté*
- Vulnérabilité et absence de protection sociale



Contenu du DSRP

La vision, une philosophie, partagée par tous les sénégalais et sénégalaises, basée sur des valeurs séculaires qui

- (i) sacralisent le travail
- (ii) élève la solidarité au rang de paradigme de développement et
- (ii) considère enfin la paix et la sécurité humaine comme préalable à tout développement.

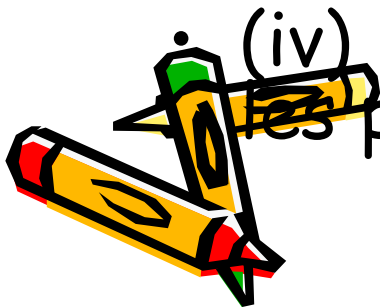


Contenu du DSRP

Les objectifs

A long terme : **atteindre d'ici 2015 des progrès notables dans les secteurs sociaux** avec

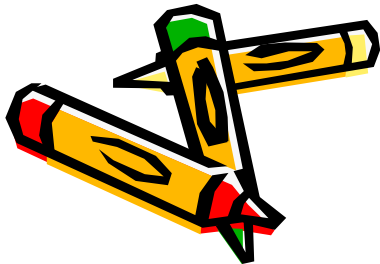
- (i) un taux de scolarisation de 100 % dans le primaire, avec une parité filles/garçons;
- (ii) un taux d'accès à l'eau potable de 89 % en milieu urbain et de 78 % en milieu rural
- (iii) une baisse de la mortalité infantile maternelle qui sera ramené à - %, le maintien de la prévalence du VIH SIDA à moins de 3 % ;
- (iv) un taux d'accès à l'assainissement pour les populations urbaines 78 %.



Contenu du DSRP

A court terme :

- assurer une croissance moyenne de 7 à 8%, en vue de réduire d'au moins 15% le pourcentage de personnes pauvres sur la période 2005-2010,
- maintenir les tendances dans le redressement du taux d'accès aux soins de santé et à l'éducation tout en améliorant la qualité des prestations et l'indice de parité entre filles et garçons dans l'éducation,
- atteindre le plus rapidement possible l'objectif de 35 litres d'eau par habitant et par jour, conformément aux recommandations de l'OMS.



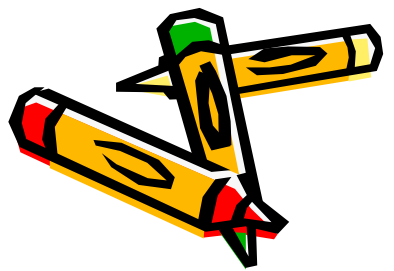
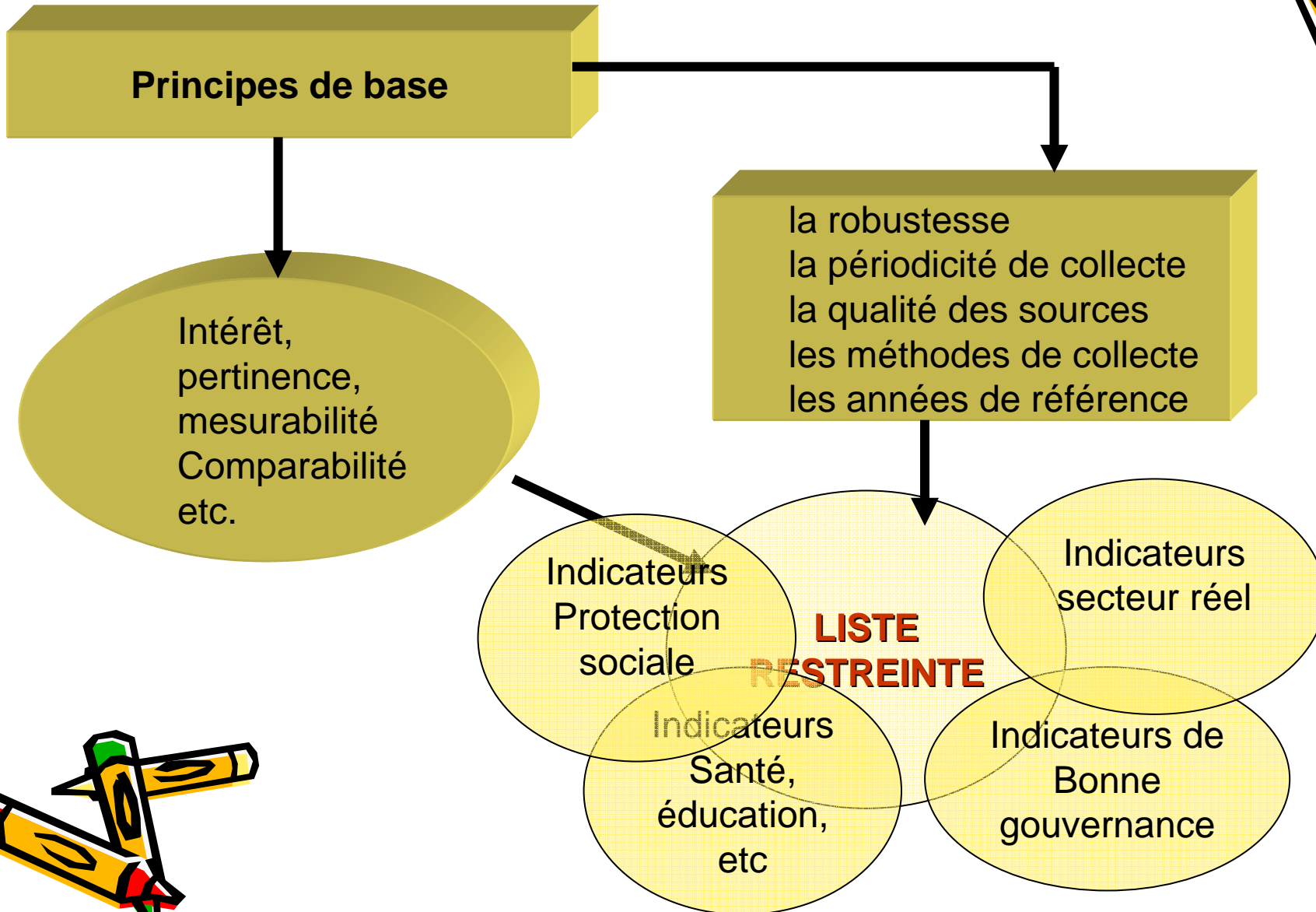
Dispositif de suivi

- La mise en place d'un dispositif de suivi = mesurer les performances du programme de lutte contre la pauvreté (identifier un certain nombre d'indicateurs pertinents et fiables dont il peut être attendu l'amélioration objective de l'impact socio-économique de la stratégie ainsi initiée).
- Les indicateurs retenus doivent intégrer l'ensemble des secteurs en développement ciblés par la stratégie de réduction de la pauvreté.
- Le suivi d'une telle diversité d'indicateurs nécessitera la construction d'une base de données complexe avec plusieurs variables de la vie socio-économique.



INDICATEURS

Un tableau de bord pour le suivi et l'évaluation



Les indicateurs du DSRP



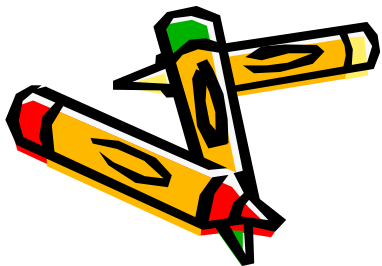
- *1 - Principes d'élaboration des indicateurs du DSRP*
- A partir de différentes consultations engagées autour de la problématique de la pauvreté, un grand ensemble d'indicateurs à caractère institutionnel et sectoriel a été déterminé.
- un consensus s'est dégagé sur une typologie d'indicateurs pouvant rendre compte des spécificités régionales et du genre présentant une périodicité régulière et articulée aux différents besoins d'évaluation.
- des rencontres ayant regroupé l'Etat, la société civile et les acteurs régionaux ont permis de manière consensuelle d'élargir la base d'indicateurs et de dégager les grands axes du dispositif de suivi.
- De même, la définition du dispositif de suivi a inspiré les mesures d'accompagnement à mettre en œuvre dans le cadre de la collecte de données.



Introduction des indicateurs du genre dans le DSRP II

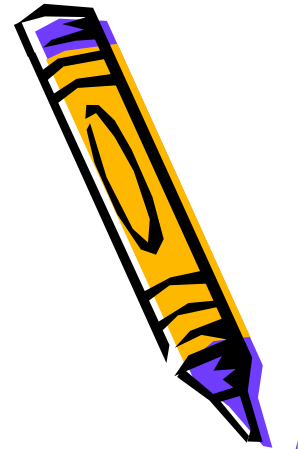


- Les techniques préconisées sont les enquêtes (ESAM II, Enquête Démographique et de Santé, EDS IV, QUID) qui produisent des outils d'analyses désagrégée des bénéficiaires (hommes et femmes) des PPP, de l'incidence des dépenses publiques et permettent une analyse plus fine des déterminants de la pauvreté.
- Des études produites avec l'appui des partenaires ont permis d'enrichir les analyses et la définition des stratégies.



Introduction des indicateurs du genre dans le DSRP II

- De manière générale, le suivi quantitatif de la mise en œuvre du DSRP est fondé sur une liste élargie d'une centaine d'indicateurs retenus au terme d'un processus qui remonte à la phase d'élaboration du DSRP I.

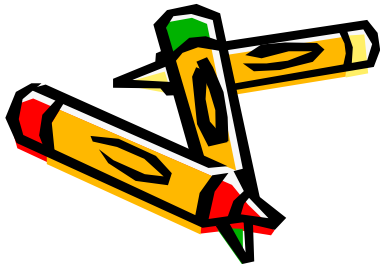


Critères de sélection des indicateurs

- Le choix des indicateurs est basé sur des critères de la pertinence, la fiabilité et la stabilité.

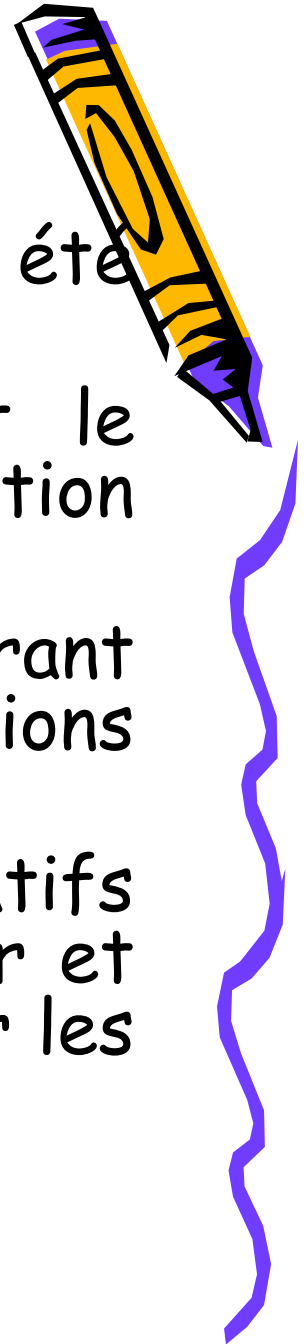
La sélection des indicateurs repose sur les bases suivantes :

- Intérêt et pertinence de l'indicateur (adéquation avec une action ou un ensemble d'actions inscrites dans la matrice du DSRP) ;
- Mesurabilité à partir de données certaines ou à collecter ;
- Comparabilité aux plans régional ou international ;
- Possibilité de construire des indicateurs particuliers au pays et au DSRP.
- *Sensibilité au genre.*



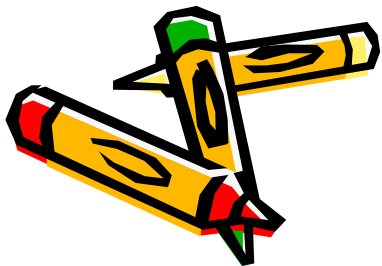
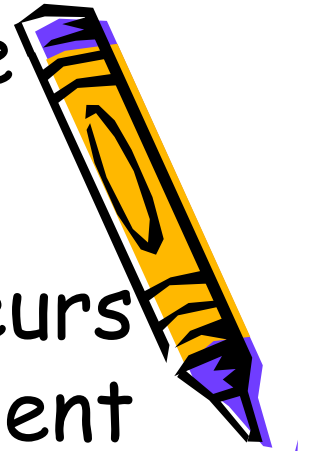
Caractéristiques des indicateurs

- Deux catégories d'indicateurs ont été retenues :
- les indicateurs spécifiques mesurant le niveau de progression dans la réalisation d'une action/ activité
- les indicateurs synthétiques mesurant l'effet ou l'impact d'un ensemble d'actions ou d'activités.
- Une combinaison d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs a été ciblée pour évaluer et contrôler les effets de la stratégie sur les femmes et sur les hommes



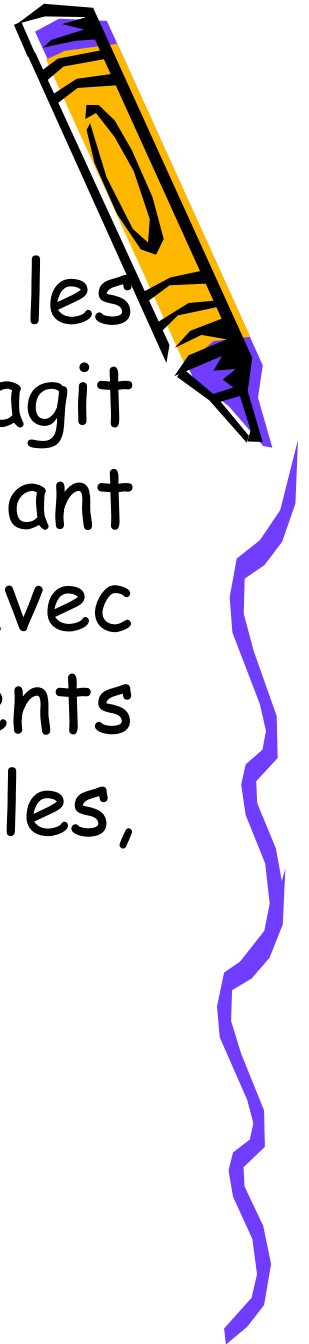
Liste restreinte des indicateurs de suivi

- une liste restreinte de 40 indicateurs permet de suivre annuellement l'évolution du programme dans les secteurs prioritaires.
- [F:\Genre\ind DSRPII.doc](#)



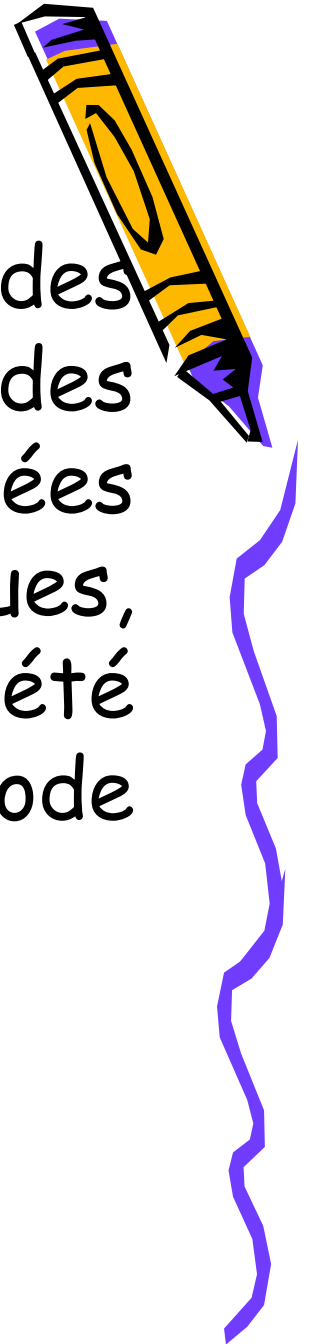
Introduction des indicateurs du genre dans le DSRP II

- En ce qui concerne spécifiquement les indicateurs de suivi du genre il s'agit d'articuler les priorités découlant d'objectifs sensibles au genre avec les indicateurs adaptés et pertinents de suivi en tenant compte des cibles, des produits, des activités, etc...



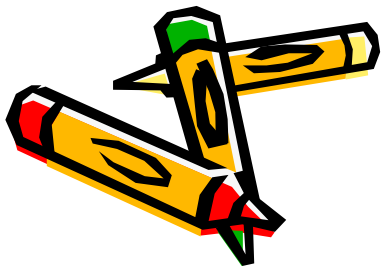
Des insuffisances

- L'exercice de renseignement des indicateurs a révélé de grandes faiblesses des sources de données par rapport aux données historiques, même si d'importants efforts ont été enregistrés au cours de la période récente.



Des insuffisances

- Les principaux problèmes de suivi de ces indicateurs centrés sur la non disponibilité de séries rétrospectives. Les enquêtes n'étaient pas suffisamment réalisées et la plus part des sources administratives souffrent encore de moyens adéquats pour assurer une collecte régulière et fiable, même si entre 2001 et 2005, plusieurs activités d'enquête ont été réalisées, ce qui a permis de résorber un gap important d'informations.



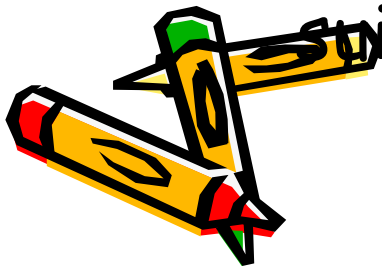
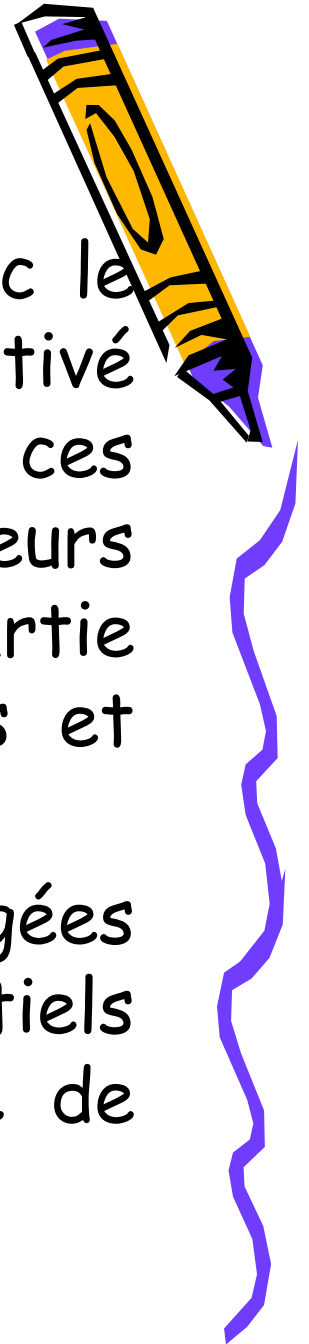
Des insuffisances

- Pour la question du genre, malgré les engagements du gouvernements et ses efforts en matière d'intégration du genre dans toutes les politiques de développement, une évaluation de l'état actuel des indicateurs socio-économique contenus dans la liste des indicateurs de suivi du DSRP révèle leur insuffisance dans la spécification par sexe et par secteurs (liés aux ressources naturelles, à l'utilisation du temps, à la propriété, à l'accessibilité aux ressources financières et à la terre, à l'accès à l'énergie, etc...) pour une analyse poussée du genre.



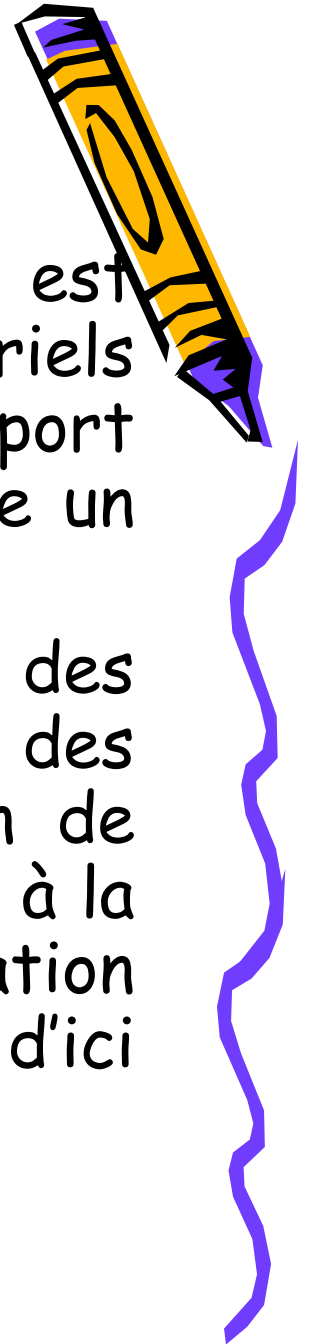
Les perspectives

- L'idée de pousser le partenariat avec le laboratoire genre de l'UCAD est motivé par la nécessité de construire ces indicateurs de genre et les indicateurs sexués pour être utilisés comme partie intégrante de toutes les stratégies et programmes sectoriels.
- Il s'y ajoute Les données désagrégées par sexe sont des éléments essentiels pour la mise en place d'un système de suivi efficace des stratégies.



Les perspectives

- Par ailleurs sur la période 2006-2010, il est prévu de faire des rapports sectoriels régionaux une année sur deux et un rapport d'avancement annuel et la cinquième année un rapport d'évaluation.
- Ce sera à travers une enquête de suivi et des évaluations participative conjointes des projets et programmes avec l'implication de tous les acteurs. Ces travaux constituent à la fois un bilan et l'établissement d'une situation de référence pour le suivi des progrès d'ici 2015, notamment en matière de genre.



Les perspectives

- La poursuite du calendrier d'exécution des opérations d'enquête permettra de documenter les différents types d'évaluation. Le Sénégal compte respecter la programmation des activités de collecte, en y intégrant le genre, dans le cadre des recherches du laboratoire, des projets de recensement, d'enquêtes auprès des ménages, de mise à jour des données des villages, des enquêtes démographiques et de santé, des enquêtes de type MICS (enquête à indicateurs multiples intéressant le bien-être de l'individu) et des enquêtes légères de suivi.



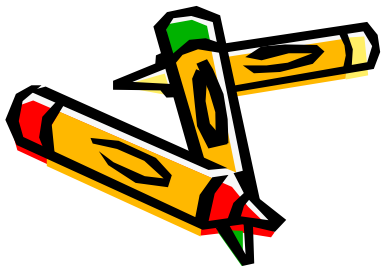
Conclusion

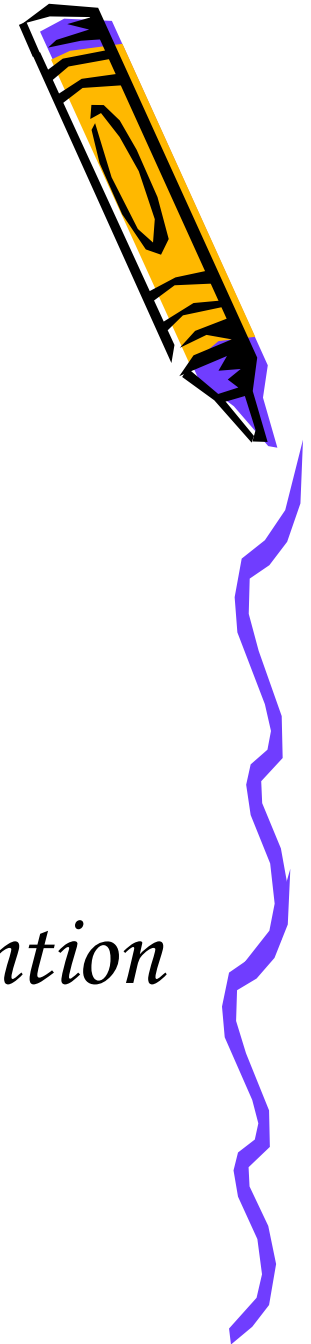
- Pour réussir à mesurer correctement l'évolution de la pauvreté, il est nécessaire d'avoir des indicateurs sensibles au genre qui doivent renseigner sur l'évolution de la situation aussi bien des hommes que des femmes.



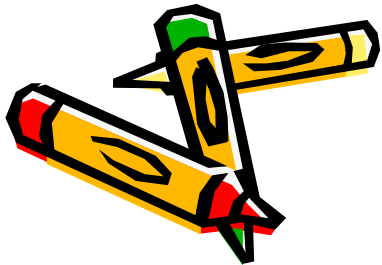
Conclusion

- Il en est de même pour réussir une budgétisation sensible au genre, afin que l'Etat, les partenaires au développement, le secteur privé puissent hiérarchiser les actions et déterminer les priorités envers des groupes ou des zones spécifiques et ainsi pouvoir effectuer une allocation des ressources conséquentes.





• *Je vous remercie de votre aimable attention*



DOMAINE	INDICATEURS							Objectifs				
			2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2010	2015
SECTEUR REEL	1. Taux de croissance du PIB réel/habitant		0,4%	2,1%	-1,3%	4,1%	3,6%	4,0%	4,1%	4,1%	5,6%	5,6%
	2. Solde budgétaire global hors dons (base ordonnancement) / PIB (courant)		-1,7%	-4,3%	-1,9%	-3,5%	-4,8%	-4,5%	<3%	<3%	<3%	<3%
	3. Solde extérieur courant hors transfert/PIB		-7,3%	-6,3%	-8,0%	-8,6%	-8,5%	-8,9%	-6.4%	-6.0%	<5%	<5%
	4. Taux de chômage (15 ans et +)		ND	16%	ND	ND	0,16	0,16	15,0%	14%	13%	10%
	5. Taux d'investissement		20,9%	19,2%	16,7%	20,7%	22,4%	23,3%	24%	24,0%	>25%	>25%
ROUTES	6. % de villages ayant accès à une route (bitumée ou latéritique) à moins de 5kms	Bitumée	28.31%	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
		Latéritique	30.72%	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
		Ensemble	47.71%	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	55%	60%
	7.1 % du réseau routier en terre classé en bon et moyen état *			14%	18%	19%	25%	30%	35%	48%	60%	>75%
	7.2. % du réseau routier revêtu classé en bon et moyen état *		40%	57%	59%	66%	72%	58%	65%	80%	>95%	>95%
ENVIRONNEMENT	8. Ratio de couverture végétale (reboisement)		ND	ND	1,9	1,83	>ratio 2003	>ratio 2004	>ratio 2005	>ratio 2006	>ratio 2009	>ratio 2014
	9. Contrôle de l'impact des activités économiques sur l'environnement		ND	ND	ND	ND	ND	50%	40%	30%	15%	0%
EAU ET ASSAINISSEMENT	10. Taux d'accès à l'eau potable	Milieu urbain	78%	ND	ND	ND	90%	85%	86%	86%	87%	100%
		Milieu rural	56%	ND	ND	ND	64%	61%	63%	63%	70%	82%
	Taux d'accès des ménages ruraux à un système autonome d'évacuation des excréta et des eaux usées (PEPAM)						17%					59%
	11. % de la population urbaine ayant accès à l'assainissement		56%	ND	ND	ND	56,7%	59%	61%	63%	68%	78%
DECENTRALISATION	12. Montant du FECL et du FDD (en Milliards de FCFA)	Montant du FDD	6,6	7,3	8,1	9,1	10,1	12,7	>12	>12	>15	>15
		Montant du FECL	3,5	3,8	4,0	6,0	4,0	6	>6	>6	>8	>8
	13. Part relative des transferts financiers de l'Etat aux collectivités locales (FDD + FECL) en pourcentage du budget de l'Etat hors dette			1,8%	2,2%	2,2%	1,9%	1,95%	>2%	>2%	>3%	>3%

DOMAINE	INDICATEURS							Objectifs				
		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2010	2015	
	14. Ratio des transferts de l'Etat aux collectivités locales sur ressources totales des collectivités locales	26,80%	28,20%	26,10%	26,80%	20%	23%	>30%	>30%	>35%	>35%	
	15. Nombre d'actes transmis par les collectivités locales	3915	3390	5982	6688	2795						
	16. Délais/Date de mise à disposition effective des fonds au titre de la décentralisation (FDD et FECL) aux collectivités locales	ND	<9mois	<9mois	<6mois	<6mois	<4mois	<3mois	<3mois	<3mois	<3mois	
BONNE GOUVERNANCE	17. Taux de marchés passés conformément au code des marchés publics.***** (pourcentage de marchés passés en entente directe)	ND	ND	ND	ND	ND	(*)	<20%	<20%			
	18. Nombre de comptes de gestion reçus par la Cour des comptes / Nombre de comptes de gestion à recevoir (comptes de l'Etat, comptes régionaux, comptes des Etablissement publics)	3,4%	4,2%	9,2%	14,0%	15,5%	8,0%	54,3%	65,7%	75%	85%	
SANTÉ / NUTRITION	19. Taux de couverture vaccinale DTC3 chez les enfants de 0 à 11 mois	41%	56%	72%	70%	78%	80%	80%	80%	80%	80%	
	20. Taux de consultation primaire curative	24%	28%	33%	46%	50%	52%	54%	56%	60%	65%	
	21. Proportion d'accouchements assistés par du personnel formé	38%	40%	54%	ND	52%	62%	65%	65%	70%	75%	
	22. Taux de prévalence du VIH (SIDA) dans la population générale	1.0%	1.1%	1.2%	1.5%	0,7	< 3%	< 3%	< 3%	< 3%	<3%	
	23. Taux de prévalence de l'insuffisance pondérale (ratio poids/age) chez les enfants de 0 à 36 mois	21.0%	19.1%	ND	ND	19%	17%	15%	14%	13%	11%	
	24. Part du budget de la santé (fonctionnement + investissement) dans le budget de l'Etat hors dette	5.53%	6.78%	7.96%	7.70%	7.82%	9.7%	8%	>= 9%	12%	15%	
EDUCATION	25. Taux brut de scolarisation élémentaire	National	68,30%	69,40%	71,6%	75,8%	79,9%	82,5%	85,5%	88,9%	98,0%	100,0%
		Fille	63%	64,80%	67,60%	72,3%	77,3%	80,6%	>80%	>80>	>90%	>98%
		Garçon	73,50%	73,90%	75,50%	79,3%	82,4%	84,4%	>85%	>85%	>95%	100%
	26. Taux d'admission au CI	National	81,70%	74,50%	78,10%	85,1%	90,5%	91,5%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
		Fille	77,40%	72,50%	77,10%	81,0%	91,9%	94,70%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
		Garçon	86,30%	76,50%	79,00%	89,5%	89,1%	88,60%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
	27. Taux d'achèvement pour	National	36,30%	45,0%	45,6%	45,6%	48,7%	53,9%	58,3%	64,1%	85,0%	100%

DOMAINE	INDICATEURS								Objectifs			
			2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2010	2015
	l'élémentaire	Fille	31,60%	39,3%	39,7%	43,9%	42,9%	47,5%	57,0%	63,0%	85,0%	100%
		Garçon	40,60%	50,5%	51,3%	47,1%	54,1%	60,1%	59,5%	65,1%	85,0%	100%
	28. Part du budget de l'éducation et de la formation (fonctionnement + investissement) dans le budget de l'Etat hors dette		13.50%	11.82%	14.95%	16.38%	18.11%	25.6%	25,00%	27,00%	>30%	>30%
INFRASTRUCTURES VILLAGEOISES	29. Indice synthétique d'accès aux services sociaux de base en milieu rural.		271 / 500	ND	ND		ND	0.6	0,6	0.64	0,70	0,75
	30. Taux d'électrification des ménages ruraux		8%	ND	ND	12.5%	ND	15%	15%	17%	>20%	30%
ENFANCE	31. Proportion d'enfants 6-14 ans qui travaillent	National	36.7%	ND	ND	ND	ND	<30%	<30%	<25%	<15%	<7,5%
		Garçons	ND	ND	ND	ND	ND	<30%	<30%	<25%	<15%	<7,5%
		Filles	ND	ND	ND	ND	ND	<30%	<30%	<25%	<15%	<7,5%
PAUVRETE	32. Pourcentage de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté	Urbain	ND	45.7%	ND	ND	ND	40%	38%	34%	<30%	<25%
		Rural	ND	65.2%	ND	ND	ND	62,20%	56%	48%	<43%	<30%
		National	ND	57.1%	57.8%	55.8%	54.0%	52.5%	50.4%	48.4%	42%	<30%
SECTEUR AGRICOLE	33. Part de l'agriculture dans le PIB		9.9%	9.7%	6.4%	8.1%	8.5%	8.6%	8.7%	8.8%	9.0%	10%
	34. Part du Budget d'Investissement sur ressources intérieures consacrée au secteur agricole		13.21%	9.98%	9.74%	8.48%	8.18%	>10%	>12%	>17%	>20%	>20%

* les objectifs fixés pour les indicateurs 7.1 et 7.2 sont de réaliser 300 km de route et de piste en latérite et 1000 km de route en terre,

(*) Cet indicateur ne pouvant pas être renseigné pour l'année 2005, il est retenu que les six ministères (Ministère de l'Economie et des Finances, l'Agriculture, l'Education, la Santé, les Infrastructures et Equipements, et l'Habitat), déposent de plans de passation de marchés au titre de l'année 2006 à la CNCA.